

Tribune socialiste

N° 325 / 27 AVRIL 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



V^e Congrès

Textes
d'orientation:

- Le P.S.U.
devant la
perspective
de la
gauche unie
- Pour le dé-
veloppement
du P.S.U.

La Grèce
bâillonnée

Jean-Pierre Cornet

LA NUIT DU FASCISME



« T.S. » reproduit cette semaine l'ensemble des documents présentés au dernier C.P.N. en vue du Congrès. A partir du prochain numéro, une page sera consacrée aux Tribunes libres. Annonçons enfin que « T.S. » du 11 mai présentera une rétrospective sur l'actualité économique et sociale : mouvements de revendications et projets débattus au parlement.

La semaine

On parlera sans doute longtemps encore de cette rentrée parlementaire. Les couloirs de l'Assemblée nationale avaient retrouvé leur intense activité, les journalistes avaient enfin matière à commenter et l'hémicycle vibré.

Négligeons les péripéties comiques, infantiles et regrettables de celui qui étala sa connaissance des disques modernes et de ceux qui se prirent pour des mousquetaires. Mieux vaut faire silence!

Et constatons plutôt les ternes propos du Premier ministre, lisant mollement un discours vide de contenu politique, fuyant le vrai débat pour demeurer dans des vues générales et imprécises. Plus que jamais apparaissait l'équivoque politique née de ces récentes élections : un gouvernement incapable de pratiquer la politique que les événements imposent mais que sa majorité lui refuse.

En face, il est vrai, l'opposition affirma sa présence et sa force, mais d'une façon plus bruyante que constructive.

Ces débats houleux où l'invective l'emportait sur l'argument sont un piège où la gauche doit éviter de tomber. Car le gaullisme sait utiliser à son profit tout ce qui dessert le parlement aux yeux de l'opinion.

La gauche a autre chose à faire que « d'aller sur le pré ». Son style de travail doit être d'opposer à un gouvernement sur la défensive, des propositions de loi et des interventions sur le fond des problèmes, qui marquent la cohérence et le sérieux de son opposition. La leçon ne sera pas inutile si on en tire profit.

Une remarque pour finir : M. Pompidou, redevenant docte professeur, se voulut donneur de leçons pour, à nouveau, faire le procès de la IV^e République et montrer son incapacité à régler d'importants problèmes économiques et sociaux. « Vous auriez dû faire!... Vous n'avez pu faire!... Vous ne pouvez pas faire!... » Mais où était-il donc, ce M. Pompidou, sous la IV^e République? Quelles positions politiques défendait-il? Quelle profession exerçait-il? Oui, vous connaissez la réponse, ce Ponce-Pilate était fondé de pouvoir de la banque Rothschild. Et par conséquent, avec elle, il jouait un rôle déterminant dans la vie économique de notre société capitaliste. La puissance de cette banque ne s'opposait-elle pas partout où elle avait un « œil » à

toutes les discussions, à toutes les réformes qui s'intéressaient aux salaires, à l'organisation des entreprises, à la suppression des féodalités économiques?

Non, M. Pompidou n'effectuait pas une « traversée du désert », il n'était pas indifférent à la vie du pays, il ne jugeait pas sans participer. Il était bel et bien l'un des maillons, l'un des pions au service des intérêts qui s'opposèrent hier, comme ils le font aujourd'hui, à toute politique visant à réformer les structures économiques de notre société. □

La démarche du M.C.A.A.

Les marches de la Paix organisées par le Mouvement contre l'Armement Atomique (M.C.A.A.) se sont déroulées dimanche dernier dans onze régions de France. La participation fut beaucoup plus importante que l'an dernier, en province notamment.

De nombreuses personnalités se sont associées aux manifestations : MM. Cornette, député du Nord; Labarrère, député des Basses-Pyrénées; Vivier, député d'Eure-et-Loir; Rousselet, député de Haute-Garonne, ainsi que plusieurs sénateurs.

Dans la région parisienne, plus de 1.500 personnes se sont rendues de Charenton à Suresnes, soit 24 km, accompagnés des représentants des organisations étrangères comme Peggy Duff (Confédération Internationale pour le Désarmement et la Paix), Bertil Svahnstrom (Suède), Henri Buchbinder (Suisse). Parmi les autres personnalités qui conduisaient le cortège, on remarquait : MM. Jean Rostand, de l'Académie française; Lanza del Vasto, Claude Bourdet, Pierre Cadet, Bernard Bourdèsque, Daniel Parker, le pasteur Casalis, Louis Lecoin.

A l'arrivée à la mairie de Suresnes, Claude Bourdet prit la parole pour préciser le sens de ces marches de la Paix (lutte contre tous les armements atomiques, lutte pour la paix au Vietnam) et Jean Rostand prononça un implacable réquisitoire contre la force de frappe française.

Les assises du Comité Vietnam National

Interdites à Issy-les-Moulineaux par le préfet des Hauts-de-Seine, les assises nationales du C.V.N. se sont tenues à Pleyel les 22 et 23 avril 1967. Elles ont permis de structurer et de coordonner l'activité des comités de base venus de toute la France. La résolution politique, adoptée à

l'unanimité, a montré que le C.V.N. avait clairement choisi ses bases politiques : le soutien politique résolu de la lutte du peuple vietnamien, conformément aux quatre points de la R.D.V. et aux cinq points du F.N.L.

Les débats, intéressants de bout en bout, furent particulièrement passionnés sur la composition du Conseil national. Il fallait trouver un équilibre entre la représentation des comités de base et la constitution d'une équipe militante susceptible d'assumer les tâches de coordination. De même, il fallait représenter certaines personnalités qui ont apporté un soutien sans failles au C.V.N. Après quelques difficultés, l'équilibre fut trouvé et un Conseil national d'une centaine de membres a été élu, parmi lesquels nos camarades Bourdet, Kergoat, Naville, Vincent.

Les assises, conscientes de la nécessité de développer l'action, ont lancé publiquement la proposition d'un rassemblement de 100.000 personnes dans la région parisienne dans les plus brefs délais. Elles ont demandé aux comités de proposer cette initiative dans la préparation des Etats généraux pour la paix au Vietnam.

Les assises ont été saluées par de nombreux messages venant de Fidel Castro, de Hanoi, d'Amilcar Cabral et par des représentants de l'U.N.E.F., du P.S.U. (notre camarade Puisais, etc.). Le C.V.N. est sur la bonne voie.

Message de Fidel Castro

A l'heure actuelle, il n'existe pas de tâche plus honorable pour les forces révolutionnaires, progressistes et démocratiques du monde que celle d'exprimer sa solidarité militante avec la lutte du peuple vietnamien et d'exprimer sa répulsion face aux crimes de guerre commis par les forces interventionnistes yankees et leurs alliés contre ce peuple héroïque.

Malgré la stratégie globale de l'impérialisme nord-américain qui a le but de perpétuer sa domination d'exploitation sur les peuples sous-développés du monde, le peuple vietnamien s'est dressé en barrière infranchissable contre ces prétentions.

Le peuple vietnamien fait face héroïquement à la lâche agression de l'impérialisme nord-américain. Les interventionnistes emploient les moyens les plus criminels pour punir la lutte héroïque de ce peuple et poursuivent sans pitié leur politique d'escalade de la guerre. Au Vietnam, l'impérialisme nord-américain a trouvé la résistance et la volonté d'un peuple résolu à repousser toutes les agressions et à vaincre définitivement. De là l'inefficacité des 450.000 hommes, du napalm, des bombardements criminels et de la guerre chimique.

Il faut dénoncer et démasquer les fausses offres de paix de l'impéria-

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

lisme yankee et de ses laquais, de même que les prétentions yankees de s'opposer au droit du peuple vietnamien à la réunification et à l'indépendance.

Reconnaître le droit légitime qu'a le peuple vietnamien de proposer les conditions qu'il considère nécessaires pour terminer la guerre dont il est victime, est un devoir des organisations progressistes et révolutionnaires du monde en soutenant en conséquence les quatre points proposés par la R.D.V. et les cinq points formulés par le F.N.L.

Le peuple cubain, qui développa victorieusement sa révolution à 90 milles du plus brutal et criminel impérialisme qu'a connu l'histoire de l'humanité, l'impérialisme nord-américain, a la conviction que l'héroïque peuple vietnamien vaincra les impérialistes yankees et leurs alliés dans leur criminelle guerre d'agression.

L'agression brutale et maladroite des impérialistes a rencontré la haine croissante des peuples du monde qui manifestent chaque jour leur solidarité avec l'héroïque peuple du Vietnam.

Renforçons et unifions l'expression de notre solidarité dans le monde, en appuyant la juste lutte du peuple vietnamien, en condamnant les agresseurs, l'impérialisme yankee et ses laquais.

Recevez, camarades du Comité Vietnam National, le salut révolutionnaire et militant du peuple cubain. □



Collombert

server le plein emploi. Ici encore la politique gouvernementale a été à l'encontre des intérêts de la population : le gouvernement a en effet volontairement ralenti le rythme des activités par le freinage des salaires et des rémunérations et par la réduction des crédits publics pour le logement. Il y a un an, alors qu'il était devenu évident que la reprise était trop faible, il s'est refusé à prendre des mesures de relance. Il préférerait voir le nombre de chômeurs augmenter jusqu'à 4 ou 500.000 pour freiner toute action revendicative.

Mais il a dépassé la mesure tolérable : aujourd'hui tous les travailleurs, quels que soient leur lieu de travail, leur métier ou leur qualification, se savent menacés à plus ou moins long terme et ils préfèrent lutter dès maintenant pour défendre leur emploi ou obtenir des garanties indispensables.

IV - Maintenant, alors que cette réaction était prévisible depuis longtemps, le gouvernement paraît s'aviser du problème. Mais il se contente de créer un Secrétariat d'Etat à l'Emploi alors que l'avenir des travailleurs est l'affaire de tout le gouvernement : la crise ne peut être réglée par quelques palliatifs, quel-

ques allocations exceptionnelles, quelques crédits supplémentaires destinés à la formation professionnelle.

Le P.S.U. réaffirme que c'est toute la politique économique et sociale qui doit être changée et que, dans l'immédiat, les travailleurs doivent obtenir :

— le relèvement général des salaires dont aucun ne devrait être inférieur à 600 francs par mois ;

— une politique de plein-emploi qui comporte, sous le contrôle des organisations syndicales, une indemnisation complète en cas de perte de l'emploi, une politique active de formation professionnelle et de développement industriel fondée notamment sur l'extension du secteur public ;

— l'action conjointe des organisations de travailler pour opposer une politique européenne commune contre le libéralisme concurrentiel qui fait retomber sur la classe ouvrière le poids des transformations économiques ;

— la négociation avec le patronat dans toutes les industries sur les conditions de travail, le droit syndical et les salaires réels.

(Résolution du C.P.N., votée à l'unanimité.)

□ Solidarité avec les travailleurs en grève

Le P.S.U. appelle à la solidarité active avec les travailleurs qui, dans les conflits sociaux actuels, luttent pour défendre leurs droits élémentaires : droit à des conditions de travail humaines, droit à un niveau de vie normal, droit à un avenir plus sûr.

Il souligne que ces droits fondamentaux sont remis en cause par la politique, suivie de concert, par l'Etat gaulliste et par le grand patronat.

I - Dès 1959, le régime s'est lancé dans la libération des échanges et la constitution d'une Europe libérale et capitaliste sans même préparer l'économie française à affronter la concurrence et les transformations qu'elle impose.

Depuis cette date, il a encore accéléré cette évolution par rapport au calendrier le plus rapide prévu par le traité de Rome. Dès lors le gouvernement a pu s'opposer à toute amélioration réelle de la situation des travailleurs au nom de l'absence de compétitivité, et le patronat a pu revendiquer une plus grande liberté d'action et refuser toute discussion d'ensemble avec les organisations syndicales.

II - Pour affronter la lutte avec les grands trusts étrangers, il aurait au moins fallu organiser systématiquement le développement des industries françaises par une planification contraignante, par un contrôle

des recherches et des investissements, par une orientation stricte de toute l'épargne nationale.

Au lieu de cela, l'Etat a progressivement abandonné les moyens d'action dont il disposait : il a redonné la liberté aux banques, au marché financier et au mouvement de capitaux internationaux ; il a renoncé à imposer des règles pour l'implantation de nouvelles usines ; enfin il a laissé ou remis entre les mains des groupes privés les clés des grands développements industriels, même lorsqu'il en assurait le financement en quasi totalité (atome, espace, logement, travaux publics, électronique).

Au lieu de compenser le déclin des vieilles industries par le développement d'activités nouvelles, il a laissé toute liberté aux implantations et il s'est incliné devant la volonté du patronat de certaines régions de ne pas voir s'installer « chez eux » de grandes industries nouvelles (sidérurgie lorraine, chantiers navals par exemple).

III - Favorisant la concentration et la productivité, le gouvernement poussait les entreprises à « économiser la main-d'œuvre ». La contrepartie de cette politique aurait dû être au moins le maintien d'une expansion vigoureuse. Seule celle-ci comme le P.S.U. l'a démontré dans son contre-plan, aurait amené la création des centaines de milliers de postes de travail nécessaires pour pré-

□ Le P.S.U. et les événements de Grèce

Le Comité Politique National du Parti Socialiste Unifié, réuni le 22 avril 1967 à Paris, dénonce devant l'opinion publique française et internationale le putsch militaire perpétré en Grèce avec la complicité du roi Constantin et l'approbation des autorités américaines de l'O.T.A.N.

L'instauration en Grèce, dans cette zone encore instable de la Méditerranée Orientale, d'une dictature fasciste qui s'appuie ouvertement sur les éléments les plus bellicistes de l'appareil militaire U.S. en Europe représente pour la paix et la coopération internationale en Europe un risque considérable, l'ouverture d'un foyer de tension internationale grave.

En luttant pour ses libertés démocratiques, le peuple grec combat aussi du même coup la consolidation de la détente et de la coopération internationale en Europe, comme pour l'autodétermination de tous les peuples soumis au fascisme.

L'aide que la gauche française et européenne doit lui apporter n'est pas seulement un acte de solidarité internationale socialiste et démocratique, mais un élément essentiel de sa politique de paix et d'unité des forces de gauche en Europe.

Le P.S.U. appelle ses militants, ses fédérations et ses élus à populariser dans l'opinion française les objectifs de lutte du peuple grec.

Il assure de son appui moral et matériel complet les Comités de Grecs Libres qui se constituent partout en Europe, et notamment en France pour la lutte contre la dictature militaire.

Il mandate ses parlementaires pour exiger du gouvernement français en accord avec les autres élus de gauche, la non-reconnaissance du pseudo-gouvernement issu du coup de force fasciste, la suspension de toute relations diplomatiques et commerciales.

Il s'adresse à toute la gauche européenne, politique et syndicale pour lui demander d'exiger l'exclusion des représentants du pseudo-gouvernement grec de tous les organismes politiques et économiques internationaux et européens.

Il donne mandat à son Bureau National pour prendre contact avec les autres organisations de gauche, politiques et syndicales, en vue de la constitution d'un Comité français de soutien au peuple grec, et avec les autres organisations de gauche, européenne en vue de la constitution d'un Comité International de solidarité. (Résolution votée à l'unanimité par le C.P.N.)

Textes d'orientation

Le parti devant la perspective de la gauche unie

Les signataires de ce texte ont voulu indiquer ce que doivent être, à leur avis, l'orientation, les initiatives politiques et les tâches pratiques du Parti. Ils n'ont pas la prétention d'avoir abordé tous les problèmes qui se posent aujourd'hui à nous. Ils croient avoir défini l'essentiel.

Sur beaucoup de points, leurs préoccupations rejoignent celles des camarades qui ont rédigé un autre texte. Loin de nier ces convergences il faudra chercher à les accentuer.

La discussion pourra ainsi être plus facilement centrée sur les véritables choix d'orientation.

La perspective de la victoire

1 - Les élections législatives ont marqué une étape importante dans le recul du gaullisme. La gauche unie s'est présentée devant le pays comme la seule force capable d'assurer la relève et de prendre en mains les destinées de la nation.

Cette transformation de la situation politique a eu ses premières répercussions sur le plan social. Pendant longtemps la solidité apparente du régime avait constitué un frein psychologique efficace aux actions revendicatives. Le recul électoral subi par le gaullisme a desserré ce frein et favorisé le développement de luttes qui contestent globalement la politique économique du régime. Le renforcement de l'unité sur le plan syndical et sur le plan politique s'inscrit dans la perspective de la future victoire de la gauche.

Il nous faut tout faire pour que l'unité se consolide, pour que la victoire soit remportée et pour que l'expérience réussisse.

2 - Les conditions de cette réussite ne sont pas données au départ. Le programme commun auquel peuvent souscrire aujourd'hui les deux principales formations de la gauche, le P.C. et la F.G.D.S., comportera nécessairement des contradictions et des insuffisances graves. Or, pour que la gauche ne soit pas une fois de plus vaincue ou domestiquée par la formidable puissance du grand capital, il faut qu'elle mette en œuvre non

seulement une politique moderne, mais une politique socialiste.

Renforcer les positions du Parti

3 - Depuis sa fondation, le P.S.U. a dénoncé les rapports étroits entre le système gaulliste et le néo-capitalisme et souligné l'impossibilité que la France a connu dans le passé. L'évolution des techniques, la concentration accélérée du pouvoir économique, son interpénétration avec l'appareil d'état, le développement croissant de la technocratie font que l'avenir de la démocratie est de plus en plus lié à la réalisation des solutions socialistes.

Dans son programme comme dans son contre-plan, le P.S.U. a indiqué quelles étaient les réformes de structure qui permettraient d'avancer dans cette voie. Il doit maintenant présenter au parlement des propositions précises qui montrent ce qu'un gouvernement de gauche pourrait faire pour résoudre dans l'intérêt des masses populaires les problèmes auxquels le pouvoir actuel ne peut qu'apporter des solutions illusoire (politique foncière et du logement, problème des salaires, de l'emploi et des conditions de travail, problèmes de la jeunesse, etc.).

Ces propositions devront être largement popularisées dans le pays grâce à une étroite coordination entre nos initiatives parlementaires et l'action des militants du parti, compte tenu de la réalité de nos forces et en établissant d'inévitables priorités.

Il faut saisir toutes les occasions

pour développer à ce propos et en liaison avec nos alliés les plus proches des actions de propagande et des campagnes.

Ces campagnes doivent tendre à faire apparaître le contenu d'un véritable contrat de gouvernement. Nos fédérations feront en sorte que la discussion ne se limite pas sur ce point à l'échelon national mais qu'elle s'engage à tous les niveaux entre les diverses organisations de gauche et en intéressant sur le plan départemental comme sur le plan local les travailleurs, les citoyens à ce travail d'élaboration.

L'unité et le pluralisme

4 - Il serait cependant vain d'imaginer que l'ensemble de la gauche puisse actuellement se rallier à la politique de l'alternative socialiste. Un constant déplacement du rapport des forces devra donc intervenir à l'intérieur de la coalition. Il est vraisemblable que ce déplacement sera encore insuffisant au moment de l'épreuve du pouvoir et que c'est à travers cette épreuve et à la lumière de l'expérience faite par les masses populaires, que les progrès décisifs pourront être accomplis.

Cela signifie que notre objectif principal doit être le développement du courant politique favorable aux solutions socialistes, étant entendu que les idées et les initiatives de ce courant — si novatrices et si fécondes qu'elles soient — n'ont de chance de s'imposer que si elles s'insèrent dans le grand mouvement d'union de la gauche. Une des principales leçons des élections législatives c'est que les forces nouvelles, les hommes nouveaux ne peuvent s'imposer en dehors de l'unité de la gauche.

5 - C'est dans cette optique qu'il faut nous préparer à résoudre les problèmes de l'organisation des forces de gauche et de leur regroupement, compte tenu de la tendance générale à la polarisation et à la simplification des luttes politiques. Nous devons dès maintenant étudier avec le P.C. et la F.G.D.S. la possibilité de donner une structure permanente à l'organisation de l'unité sous la forme d'une confédération de toute la gauche. Le but ultime de cette évolution unitaire demeure — nous l'avons toujours dit — la constitution d'un seul grand parti des travailleurs. Mais il est évident que ce parti ne saurait exister que s'il admet le pluralisme des courants en son sein. Ce pluralisme, le parti communiste, dont les objectifs sont par ailleurs souvent très proches des nôtres, ne l'accepte pas encore pour lui-même. La fédération, dont certains éléments seront toujours étrangers à la politique que nous préconisons, s'est créée

en revanche sur une base pluraliste. Cela explique pour une part le fait que nous ayons passé des accords électoraux de premier tour avec la fédération, et que nos députés se soient apparentés au groupe parlementaire de la F.G.D.S. et non à celui du Parti Communiste.

Il faut prendre l'initiative de la discussion

6 - La F.G.D.S. nous a, à plusieurs reprises, proposé de rejoindre ses rangs. Nous n'avons pas répondu à cette proposition. C'est qu'au moment où elle nous était faite, la Fédération maintenait sur le problème des alliances une attitude ambiguë. C'est aussi que nous avons des désaccords importants sur un certain nombre de points du programme (nous les avons soulignés dans notre lettre de septembre 1966 que la Fédération a laissée sans réponse). Nous ne devons cependant pas attendre que de nouvelles démarches soient entreprises dans notre direction pour prendre une position claire. Tout en développant ses initiatives et son organisation, le Parti doit dire pourquoi il n'est pas à la Fédération et à quelles conditions, en fonction de quelles exigences il pourrait envisager de s'associer à elle.

Certaines de ces conditions concernent le programme. Il nous faut — comme nous nous y sommes d'ailleurs engagés dans l'accord politique et électoral signé le 20 janvier dernier — rechercher sur ce plan un accord suffisamment approfondi bien qu'il soit évident que des divergences subsisteront pendant encore longtemps entre le courant que nous représentons et la majorité de la F.G.D.S. D'autres conditions et non les moins importantes concernent l'avenir de l'unité de la gauche, de ses structures et, dans cette perspective, de la confédération.

Le congrès dira si la direction du Parti doit engager sur cette base une discussion avec la F.G.D.S., étant entendu que les résultats de cette discussion seront soumis à un congrès extraordinaire.

Donner une orientation socialiste au programme...

7 - Quels que soient ces résultats le P.S.U. doit définir d'une manière plus précise les moyens d'atteindre les grands objectifs sociaux qui seront vraisemblablement à la base du contrat de gouvernement de la gauche (plein emploi, liquidation des bas salaires, participation des travailleurs à la gestion, droit au logement, démocratisation de l'ensei-

gnement, etc.). Il devra particulièrement insister :

— sur l'étendue et la nature des nationalisations à opérer (il faut tenir compte ici du mouvement de concentration qui s'est produit au cours de ces dernières années et viser davantage les pôles réels de domination que telle ou telle branche industrielle prise dans son ensemble) ;

— sur les formes de la restructuration de l'appareil de crédit ;

— sur la création d'une situation nouvelle à l'intérieur des entreprises, le renforcement des pouvoirs des comités devant s'accompagner de très fortes garanties pour les organisations syndicales (et pouvant aller jusqu'à la nationalisation sans indemnité des entreprises ne respectant pas les droits syndicaux) ;

— sur les mesures à prendre en matière de presse ;

— sur la transformation des structures foncières, et la création d'un Office national du Logement ;

— sur l'organisation du futur service national de l'Enseignement ;

— sur les institutions démocratiques régionales ;

— sur la refonte de la police et de l'armée ;

— sur une réforme agraire accompagnée d'une nouvelle politique du crédit et d'une véritable décentralisation industrielle.

Le P.S.U. devra dans le même temps mettre en avant :

— la nécessité d'une réorientation de la politique européenne (élargissement de l'Europe des Six — programmation commune — contrôle démocratique des organismes existants) ;

— création de services de recherche et de grands ensembles industriels communs ;

— limitation et contrôle des investissements américains) ;

— la nécessité de condamner l'intervention des Etats-Unis au Vietnam et d'aider effectivement le peuple vietnamien ;

— la nécessité de renforcer l'aide économique et technique au tiers monde et de leur donner une base nouvelle (accords planifiés à long terme, bureau mondial des vivres, fonds mondial d'équipement, etc.).

... et préparer les moyens de sa réalisation

9 - Il est important de faire accepter ces objectifs par l'ensemble de la gauche. Mais cette acceptation ne suffit pas. Il faut préparer sérieusement leur réalisation en y associant le plus grand nombre de gens possible. Si nous voulons par exemple, que la nationalisation des banques d'affaires — déjà acceptée par toutes les formations de la coalition — soit une réussite, il faut en étudier sérieusement les modalités et les implications, prévoir non seulement les nominations à effectuer, les mesures de contre-sabotage à prendre, mais aussi le regroupement des sociétés contrôlées par ces banques, les décisions sur le plan international, etc. ce qui implique la mise au travail d'équipes nombreuses. Si nous parvenons à un accord sur la création d'institutions démocratiques régionales, il faut que dès maintenant — à l'exemple de ce qu'on commencé à entreprendre les colloques « grenoblois » — la gauche s'organise sur le plan régional. Si l'on veut vraiment étendre les pouvoirs des comités d'entreprise, il faut commencer par ouvrir le dialogue entre les partis et les syndicats et favoriser des rencontres voire des congrès qui réuniraient les responsables de ces comités. Si l'on se décide à briser la puissance des grands trusts de presse (Hachette - Prouvost - Amaury - Dassault - Del Duca, etc.), il faut, comme à la veille de la Libération, préparer la dévolution de leurs biens et l'utilisation des titres qu'ils contrôlent. La voie tracée par le P.S.U. lorsqu'il a élaboré son contre-plan, doit être explorée plus à fond et déboucher sur l'organisation de véritables éléments de contre-pouvoir ouvrant la voie à la solution socialiste.

Signataires

Michel BEREGOVY, Pierre BEREGOVY, Paul BOSCH, Claude BOURDET, Alain BRISSET, Maurice COMBES, Gérard CONSTANT.

Richard DARTIGUES, Gérard DE-NECKER, Jean-Marie FAIVRE, Victor FAY, Clément FLEURUS, André GARNIER, Jean-François KESLER.

Henri LONGEOT, Ludovic MARCUS, Serge MALLET, Gilles MARTINET, René MAURICE, Christiane MORA.

Claude NERY, Roger NOULE, Jeanine PARENT, Marcel PENIN, Harris PUISAIS, Jean POPEREN, Roger SECHER.

TANGUY-PRIGENT, Yves TAVERNIER, Jean VERLHAC, Lucien WEITZ.

□ Déclaration d'Edouard Depreux

Secrétaire National du P.S.U.

1^o J'ai indiqué qu'à l'occasion du prochain Congrès « je poserais ma candidature au poste de secrétaire national honoraire ».

2^o Lors de la dernière réunion du C.P.N., je n'ai signé aucun des textes d'orientation qui, en vue de la préparation du Congrès, sont adressés aux fédérations et aux sections.

Je tiens, à la suite de certaines informations parues dans la presse, à fournir quelques précisions, afin de dissiper toute équivoque.

— La première décision n'est qu'une confirmation : à l'issue du Congrès de Gennevilliers, il y a deux ans, j'avais fait savoir à de nombreux amis, et notamment aux membres du Bureau National, que telle était mon intention, dictée par l'état civil et la sagesse et nullement par des considérations politiques. Je n'ai fait que la rappeler.

— La deuxième ne traduit aucune indifférence, aucun doute, aucune hésitation, aucun refus de choisir. Je crois, plus que jamais, au P.S.U. et à la nécessité, dans l'intérêt de la gauche entière, de renforcer le courant d'idées qu'il représente. Je le dirai avec force, avant, pendant et après le Congrès. J'ai pensé qu'en ne signant aucun texte, je pourrais agir plus utilement, non en faveur d'une unanimité artificielle sur des posi-

tions équivoques, mais de la plus large majorité possible sur des mots d'ordre clairs.

Si — ce que je ne souhaite pas — les textes d'orientation soumis au C.P.N. étaient inchangés, je voterais la prise en considération de celui dont Jean Arthuys est, par ordre alphabétique, le premier signataire et je proposerais des amendements.

A mes yeux, il faut poursuivre inlassablement nos efforts pour un programme commun de la gauche. Mais il est dangereux d'engager des pourparlers en vue d'une éventuelle fusion avec la F.G.D.S., avant même de savoir ce que seront exactement la doctrine et les structures de cette organisation. Les deux textes prévoient le recours possible à un Congrès extraordinaire. Pourquoi ne pas attendre de disposer de tous les éléments d'information, plutôt que de s'engager, dès maintenant, dans un engrenage qui risquerait d'être irréversible, dont, en tout cas, on ne pourrait se libérer, si les conditions que nous posons n'étaient pas satisfaites, que d'une manière préjudiciable à l'ensemble de la gauche ?

Il a été décidé par le C.P.N. unanime que ma déclaration serait diffusée au même titre que les deux textes d'orientation.

Edouard DEPREUX.

□ Message aux assises du Comité Vietnam National

Le comité politique national du P.S.U. salue les assises nationales du Comité Vietnam national des 22 et 23 avril 1967 et proteste énergiquement tant contre l'interdiction du tribunal Russell que contre l'interdiction des assises à Issy-les-Moulineaux. Il est persuadé que de cette assemblée sortira renforcée la solidarité politique de très nombreux militants avec la lutte exemplaire du peuple vietnamien.

Aujourd'hui la lutte contre l'agression impérialiste chaque jour plus brutale exige la coordination des efforts des organismes de base, la clarification de l'intervention politique pour que les manœuvres des partisans ouverts ou cachés du gouverne-

ment des Etats-Unis puissent être dévoilées en temps utile.

Notre tâche commune est de développer dans notre pays un mouvement de masse pour le soutien des positions en 4 points de la R.D.V. et en cinq points du F.N.L. Nous sommes persuadés que le travail déjà considérable accompli par le C.V.N. portera rapidement ses fruits et rendra de plus en plus difficiles les équivoques. Jointe aux efforts des adversaires de l'agression aux Etats-Unis et dans les autres pays du monde l'action du C.V.N. contribuera à rendre impossible la poursuite de l'escalade, Vive la lutte du peuple vietnamien. Vive la solidarité des anti-impérialistes du monde entier. □

□ Esquisse d'une orientation pour le développement du P.S.U.

Dans deux mois (23-24-25 juin) se tiendra le 5^e Congrès du P.S.U. Ces assises nationales doivent être l'occasion d'une clarification politique désormais indispensable. A l'extérieur, dans les secteurs où notre influence s'est développée au cours des dernières années, beaucoup attendent avec intérêt de connaître les choix que nous allons faire. A l'intérieur, les militants n'engageront toutes leurs forces dans le combat des prochains mois que s'ils savent d'abord quel est le sens de ce combat, que s'il est répondu aux questions qu'ils se posent sur l'avenir de leur parti.

Un parti socialiste sérieux ne remet pas en cause à chaque congrès sa stratégie fondamentale. Nous sommes pour notre part persuadés que les grandes options du Congrès de Clichy (1961) restent justes.

— Nous avons en effet montré que le régime gaulliste n'est pas tant l'expression du « pouvoir personnel » que la traduction politique actuelle du capitalisme français.

— Nous avons affirmé la nécessité de lui opposer une « alternative socialiste » et non seulement « démocratique », — globale et non parcellaire —, fondée sur la stratégie des réformes de structure anticapitalistes, — axée sur des alliances de type « Front Socialiste » entre les forces représentatives des travailleurs et non sur l'entente des « Républicains » et des « Démocrates ».

— Nous avons proclamé la volonté de rechercher constamment l'unité de la gauche, sur un accord de fond, donnant la priorité au programme et non à la tactique.

Ces options constituent l'acquis du P.S.U. et n'ont pas à être remises en cause.

Ce que doit faire notre 5^e Congrès, c'est déterminer comment cette stratégie peut se développer dans la période présente, en fonction d'une situation à bien des égards nouvelle.

Le progrès que la gauche unie vient de marquer contre le régime gaulliste est le fait dominant de la présente période. La photographie électorale que les législatives ont donnée de cette situation nouvelle ne fait que traduire les réalités profondes que sont :

— l'hostilité de plus en plus vigoureuse des travailleurs à la politique économique et sociale de classe, systématiquement appliquée par le régime de la V^e République;

— le déclin de l'anticommunisme de la période de guerre froide;

— l'évolution amorcée en 1962, confirmée en 1965 et surtout en 1967 par les forces qui composent aujourd'hui la F.G.D.S., et particulièrement par la S.F.I.O., en faveur d'une alliance à gauche;

— la possibilité donnée à la coalition de gauche d'arracher au gaullisme toute une série d'éléments qui prennent de mieux en mieux conscience que la satisfaction de leurs intérêts suppose une autre politique, donc un autre régime.

Une solution de rechange à gauche est désormais possible. Toute stratégie qui se situerait en dehors de la coalition de gauche serait donc condamnée à l'inefficacité. La démarche des bonnes âmes du gaullisme de gauche, éternelles cautions des choix qu'ils critiquent, apparaît plus dérisoire que jamais. — La défaite des hommes de Lecanuet a réduit provisoirement au silence les partisans du centrisme au sein de la F.G.D.S. — L'« érosion » du gaullisme et l'apparition d'une solution de rechange à gauche mettent à l'ordre du jour la possibilité de changements importants, notamment d'un changement de majorité à plus ou moins brève échéance et d'une arrivée de la gauche au pouvoir.

C'est en fonction de cette situation

nouvelle que l'on doit déterminer les quatre questions essentielles qui se posent à notre Congrès :

1^o Quels objectifs de programme la gauche doit-elle mettre en avant si elle veut prendre et conserver le pouvoir ? Comment doit-elle faire évoluer le rapport des forces sociales et politiques afin d'apporter des changements durables ?

2^o Quels grands thèmes d'action le P.S.U. doit-il mettre en avant, en y engageant toutes ses forces, pour que l'orientation de la gauche unie soit celle de l'alternative socialiste ?

3^o Quelle place assignons-nous au P.S.U. dans la coalition de gauche et quels rapports doit-il avoir avec ses partenaires, notamment la F.G.D.S., le Parti Communiste, les forces syndicales ?

4^o Quels problèmes d'organisation interne le P.S.U. doit-il résoudre s'il veut réussir à mener à bien cette stratégie ?

I. — Le programme de la gauche

La gauche n'est pas encore majoritaire et toute perspective de victoire suppose que soit ralliée à elle la marge des hésitants ou de ceux qu'il faut encore arracher au gaullisme. La tentation sera donc constante de faire les ouvertures, voire de passer les compromis tactiques qui poseraient le problème de la succession sur le plan d'une stricte arithmétique électorale ou parlementaire. Face aux possibilités de résurgence du Centrisme, il est donc indispensable qu'au sein de la coalition de gauche s'affirme le poids de ceux qui pensent que la conquête de ces éléments nouveaux suppose non pas un affadissement des positions de la gauche, mais une plus grande cohérence dans la réponse socialiste aux problèmes posés à une société capitaliste avancée.

La question de l'orientation politique et du programme de la coalition de gauche reste donc le problème essentiel; il est bien évident qu'il le sera d'autant plus que les perspectives d'un changement de majorité et de l'exercice du pouvoir par la gauche seront plus proches. Les erreurs d'une opposition ne font que renforcer temporairement la majorité, que lui accorder un sursis; les fautes d'un gouvernement de gauche retardent pour des années toute possibilité d'évolution vers le socialisme. Prendre aujourd'hui son parti d'une longue période « démocratique » se traduisant par un gouvernement de centre gauche, à laquelle succéderait, on ne sait trop comment, une période socialiste, revient à réintroduire le vieux mirage en deux étapes, cher à la social-démocratie

occidentale. Ni 36, ni 45, ni 56 en France, ni l'expérience Wilson ou le centre gauche italien ne peuvent laisser le moindre espoir qu'une telle stratégie puisse déboucher sur autre chose qu'un abandon de toute perspective socialiste, puisse faire de l'expérience de gauche autre chose qu'un intermède, qu'une variante progressiste dans la gestion de l'Etat capitaliste. Réaffirmer qu'il n'est pas possible d'apporter des améliorations substantielles et durables au sort des travailleurs sans s'attaquer au pouvoir et aux structures capitalistes ou sans modifier les rapports entre les classes, ne revient nullement à fuir vers des affirmations gauchistes ou une attitude sectaire de tout ou rien. Cela revient seulement à reconnaître ce qu'a toujours affirmé le P.S.U., que la bataille pour les réformes de structures anticapitalistes est actuelle, qu'elle est constante, qu'au-delà des situations changeantes (opposition ou pouvoir), elle exige l'affirmation des solutions socialistes au sein de la coalition de gauche.

Ces solutions ne peuvent être des solutions techniques modifiant tout au plus quelques mécanismes secondaires des structures sociales. Aujourd'hui, l'Etat capitaliste, largement intégré par son intervention dans la vie économique au fonctionnement d'une économie dominée par les grandes concentrations capitalistes, ne peut être utilisé tel quel, même pour une politique de concessions passagères aux travailleurs. Il faut modifier les règles du jeu et donner à un nouveau pouvoir d'orientation socialiste les moyens d'intervention nécessaires pour changer les conditions de vie et de travail des couches non privilégiées.

Cela suppose que ce pouvoir s'appuie sur des structures politiques non autoritaires, radicalement différentes de celles de la V^e République, démocratisées de façon à permettre un contrôle effectif et permanent des gouvernants sur les gouvernés. Cela suppose également que les conditions d'une planification de l'économie au service des besoins soient réunies. Il faut que soient en particulier prévues les mesures nécessaires pour résister au sabotage prévisible du grand capital européen (Europe des Six).

Mais ce serait considérablement réduire l'enjeu que de circonscrire une telle recherche au seul cadre français ou européen. La période de la guerre froide qui voyait s'affronter deux grands blocs monolithiques appartient maintenant au passé. En revanche, le grand mouvement d'émancipation du tiers monde, lors des années 50-60, a souvent fait place, une fois l'indépendance politique arrachée, à un mouvement de régression, de consolidation des bourgeoisies nationales, à une formidable contre-offensive du néo-colonialisme et de l'impérialisme. Il n'en reste que plus important de noter

la convergence d'un combat et d'une affirmation commune, au Vietnam d'abord, en Amérique latine et en Afrique ensuite, pour refuser de s'incliner devant les intérêts de l'un ou l'autre bloc, et pour maintenir la nécessité de lier étroitement la lutte contre l'impérialisme au combat pour le socialisme.

Si, en fonction de situations différentes, le combat prend des formes diverses dans les pays développés et dans ceux du tiers monde, il n'en reste pas moins évident qu'une bataille pour le socialisme en France ne peut se concevoir dans l'orbite américaine, et qu'elle ne prend tout son sens que si elle élargit ses objectifs et ses alliances à tous ceux qui, sur le plan international, partagent les mêmes options. Il faut une fois pour toutes en finir avec la fausse affirmation suivant laquelle les problèmes internationaux seraient à passer sous silence parce qu'ils diviseraient la gauche; il faut que le 5^e Congrès du P.S.U. dise clairement que la *construction d'un vaste front anti-impérialiste est une des conditions du renforcement en France du courant d'alternative socialiste.*

II. — Les grands thèmes d'action du P.S.U.

Comme le P.S.U. l'avait toujours pensé et annoncé, c'est par sa politique économique et sociale que le gaullisme se condamne à l'échec. C'est donc sur ce terrain que la gauche doit prendre l'offensive; elle le fera par un certain nombre de campagnes d'action répondant à des nécessités précises :

- Insérer notre action dans les luttes principales du moment, susceptibles d'être menées par de très larges secteurs de la gauche; par là, éviter toute tentation d'isolement et de repli sur soi;
- Permettre, en partant des réalités tangibles, de mobiliser de larges couches de l'opinion et de faire progresser le niveau des luttes en rendant peu à peu évidente la nécessité de profondes réformes de structures anticapitalistes;
- Etablir une liaison constante entre les actions menées et les propositions publiées par le P.S.U. (notamment au niveau de ses parlementaires comme dans les rencontres qu'il aura avec ses partenaires de la gauche).

En fonction de ces critères, nous proposons de retenir *quatre grands thèmes prioritaires.* Aujourd'hui, nous nous contentons de les proposer aux militants. Dans un court délai, quatre rapports détaillés seront versés dans le débat. Au cours du Congrès, quatre grandes commissions

devraient discuter de ces rapports comme de l'apport des sections et fédérations; les textes définitifs soumis au vote du Congrès seraient alors élaborés.

Il faut prioritairement orienter l'action du P.S.U. sur :

- a) L'emploi et les conditions de travail;
- b) Le logement et la vie urbaine;
- c) L'enseignement et l'insertion des jeunes dans la société;
- d) la lutte contre l'impérialisme américain.

a) L'EMPLOI ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

Dans presque toute la France, les travailleurs sont inquiets pour la sécurité de l'emploi. Le chômage, le sous-emploi, la déqualification menacent des couches de plus en plus nombreuses :

- Les jeunes qui trouvent de plus en plus difficilement à s'intégrer dans la vie productive;
- Les travailleurs d'âge mûr, très durement frappés par les mesures de licenciement actuelles;
- les travailleurs des régions de mono-production ou faiblement industrialisées;
- les cadres, en particulier les ingénieurs qui s'aperçoivent qu'ils ne possèdent plus un métier à vie;
- les travailleurs étrangers, le plus souvent simples manœuvres.

Ces phénomènes ne sont pas passagers : ils correspondent à une évolution profonde du capitalisme en Europe occidentale, caractérisée par l'aggravation de la concurrence internationale, la course aux innovations techniques qui s'ensuit dans certaines branches de l'industrie, les concentrations et les réorganisations d'entreprises, la recherche de la rentabilité par la compression des frais de main-d'œuvre et par l'intensification du travail. La politique économique et financière du gouvernement accentue encore cette menace qui pèse sur les travailleurs; elle recherche de manière explicite un chômage plus important pour limiter les pressions à la hausse des salaires et s'en remet de plus en plus à l'initiative privée pour créer de nouveaux emplois.

Face à cette offensive, le P.S.U. doit formuler et populariser les mots d'ordre qui permettront de mobiliser les travailleurs pour la défense de leurs moyens d'existence :

- Généralisation et coordination des luttes contre les licenciements;

- Pas de licenciements sans réemploi dans des conditions de rémunération et de travail équivalentes;
- Pas de reconversions entraînant des déclassements;
- Interdiction des lock-out.

Mais en même temps, notre parti ne doit pas dissimuler qu'il est impossible de résoudre définitivement le problème de l'emploi sans s'attaquer à la logique du profit qui domine notre économie, sans opposer aux choix du gouvernement et des grands monopoles capitalistes des choix dictés par les besoins réels des travailleurs. Pour faire face au chômage et au sous-emploi, l'action systématique d'un secteur socialisé de l'économie disposant des leviers économiques essentiels est indispensable : un gouvernement au service des travailleurs doit en effet pouvoir lutter contre le dépérissement de régions entières par l'amélioration de l'équipement public, par la création d'entreprises nouvelles, par l'extension, la diversification et la transformation des industries échappant déjà au secteur privé.

Cette politique qui assume les reconversions devenues nécessaires en fonction d'un progrès technique, tout en les mettant au service des travailleurs, doit être complétée par une politique de l'éducation permanente, du recyclage professionnel permanent dont les frais seraient assumés par la collectivité. Aucun travailleur ne devrait être enfermé toute sa vie dans un métier, dans une qualification ou dans une branche d'industrie. Tous devraient pouvoir utiliser leurs capacités au maximum.

Une campagne systématique dans ce sens ne peut trouver toute son ampleur que si elle est associée à une campagne de même type sur les conditions de travail pour desserrer l'étreinte de l'arbitraire patronal dans les entreprises et pour donner plus de possibilités d'action aux travailleurs et à leurs représentants :

- Les sections syndicales dans les entreprises doivent avoir, sans discrimination et sans qu'on puisse leur opposer un quelconque règlement intérieur, la possibilité de procéder à leur activité de propagande dans l'enceinte même de l'entreprise (réunions, diffusion de tracts, déplacement de responsables, etc.);
- Les licenciements de responsables syndicaux ou de délégués élus doivent être absolument interdits;
- Les primes, les avantages en nature, les indemnités pour chômage partiel ne doivent être attribués ou retirés que sur accord

des comités d'entreprise ou d'établissement;

- Les comités d'entreprise ou d'établissement doivent avoir accès sans restriction à la comptabilité et aux plans de production;
- Les comités d'entreprise ou d'établissement doivent pouvoir s'opposer aux mesures d'organisation du travail, aux règles d'avancement qu'ils jugent préjudiciables aux intérêts des travailleurs;
- Les grilles de salaires, les définitions des postes de travail (points qualification, etc.) doivent obligatoirement faire partie des termes du rapport de travail négociés dans les conventions collectives ou dans les accords d'entreprise.

Pour faire avancer ces revendications essentielles, les sections et les fédérations développeront les contacts avec les organisations de travailleurs, syndicales, familiales et politiques, en vue d'approfondir les mouvements de revendications, populariser les thèmes des grèves, appuyer des comités de soutien, créer des comités locaux et régionaux pour le plein emploi, ainsi que des comités contre les conditions de travail abusives.

Le P.S.U. s'efforcera également d'organiser des rencontres avec les travailleurs d'autres pays pour étudier en commun les conséquences des politiques de libre-échange et s'opposer à la politique économique et financière des monopoles capitalistes internationaux.

b) LE LOGEMENT ET LA VIE URBAINE.

La situation chaque jour plus dramatique des mal-logés, particulièrement des jeunes ménages et des travailleurs étrangers, n'a pas suffi à convaincre le gaullisme qu'il fallait

DERNIERE SEMAINE

En accord avec le trésorier national et compte tenu de la campagne électorale, il a été décidé de reporter du 1^{er} avril au 1^{er} mai 1967, la date limite au-delà de laquelle Tribune Socialiste ne sera plus servie aux anciens adhérents dont les cartes 67 ne seront pas rentrées au siège du Parti.

Nombreuses sont les Fédérations qui se sont déjà mises en règle; quelques-unes ont de gros retards. Il reste sept jours aux trésoriers fédéraux, trésoriers de sections et militants pour régulariser leur situation et éviter ainsi toute perturbation dans l'envoi de leur journal.

pratiquer une politique systématique de logements sociaux (à des loyers abordables). Bien au contraire, dans ce domaine et plus visiblement qu'ailleurs, il a appliqué son orientation de désarmement financier de l'État et d'abandon de ses responsabilités au profit des banques.

Le résultat est là. Après un essor notable en 1963 et en 1964, la construction de logements essentiellement due à l'initiative privée est depuis en déclin rapide, parce que le nombre des Français capables de consacrer 1.200 F ou davantage par mois à leur logement est forcément très restreint. C'est une politique de classe particulièrement claire. On ne peut se loger correctement par son seul travail, il faut de la fortune familiale. On assiste ainsi à ce paradoxe inadmissible : d'un côté, 80 à 100.000 logements neufs restent vides; d'un autre côté, des millions de travailleurs vivent dans des logements surpeuplés ou des taudis, voire dans des bidonvilles.

Mais ce ne sont pas les seules attaques contre les conditions de vie des travailleurs. Il y a pire.

Un gouvernement d'orientation socialiste n'aurait sans doute besoin que de cinq ans pour porter remède aux situations les plus urgentes causées par cette crise du logement. Mais l'impérialisme libérale pratiquée par le gaullisme naufrage nos villes elles-mêmes. La population urbaine française va doubler dans les trente prochaines années, alors que la durée de vie d'une maison dépasse soixantedix ans. C'est donc maintenant, au moment où les générations nouvelles arrivent à l'âge adulte, que s'engage irrémédiablement l'organisation de l'espace français pour la fin du siècle.

Or, toutes nos villes sont de plus en plus saturées du point de vue de la circulation. Leurs banlieues souffrent d'un sous-équipement de plus en plus grave, surtout en matière de transport urbain et d'organisation scolaire; le financement des équipements collectifs est de plus en plus difficile et de plus en plus coûteux. Enfin, dans nos communes trop petites et trop nombreuses, il n'existe pas d'autorité ayant pouvoir d'apporter des remèdes à cette situation.

Mais, pour éviter que n'apparaisse dans moins d'une dizaine d'années une paralysie presque complète des communications dans la plupart de nos grandes villes, il faut mettre un terme définitif à la spéculation foncière, remembrer les communes en redonnant de l'autorité aux élus des nouvelles collectivités territoriales, ce qui suppose un processus démocratique et non autoritaire; il faut transformer profondément la fiscalité locale. Il faut enfin décentraliser les décisions de création d'équipement. Une telle politique violera de nombreux intérêts. Elle doit donc

s'appuyer sur une volonté populaire puissante.

Une politique socialiste est la condition d'un urbanisme qui permette de faire des villes où il fasse bon vivre.

C'est pourquoi le P.S.U. mènera une campagne permanente :

- pour la municipalisation du sol à bâtir;
- pour la création d'un service national de l'habitat;
- pour la création d'entreprises publiques de construction dans le but de rationaliser et de moderniser l'industrie du bâtiment;
- pour la création de sociétés d'urbanisme publiques qui seules pourraient avoir la charge des projets d'aménagement et de rénovation urbains.

Là encore, les sections et les fédérations auront à prendre des initiatives pour élargir cette campagne à tous les milieux populaires. Chaque fois qu'elles le pourront, elles prépareront l'élaboration en commun de programmes d'action municipale ou régionale pour mettre un terme aux agissements des spéculateurs, combattre les carences de l'initiative privée et des collectivités réactionnaires, animer les comités de grands ensembles et de quartiers soumis à rénovation.

c) L'ENSEIGNEMENT ET L'INSERTION DES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ.

1) *La jeunesse.* — Le temps des slogans et des phrases creuses sur la jeunesse est dépassé. De plus, des échéances urgentes attendent le parti dans les années qui viennent; il ne suffit plus de répéter que nous sommes « jeunes et dynamiques » et que nous sommes « le parti de votre avenir »; il faut définir les solutions qui permettront de répondre à la révolte d'un nombre grandissant de jeunes contre le type de société qu'on leur impose.

La jeunesse, plus encore que les autres catégories d'âge, subit « l'aliénation par la consommation ». Il serait très grave de laisser se perpétuer l'ignorance ou la démission de la gauche devant ce phénomène considéré comme un mal nécessaire. Le Congrès devra donner mandat à la commission Jeunesse de fixer les objectifs et de proposer les moyens afin de combattre les forces responsables de cette exploitation particulièrement criante et de libérer la jeunesse de ceux qui créent artificiellement des besoins et en même temps l'étouffent.

Un certain nombre de campagnes seront notamment mises au point :

— pour dénoncer la carence de l'État gaulliste dans le domaine des équipements collectifs en matière de loisirs et de sports; pour combattre la mainmise progressive des établissements bancaires sur toute l'organisation du tourisme et des loisirs en France; pour alerter l'opinion sur le danger d'une prise en charge par des entreprises privées qui lient leur activité à la valorisation spéculative des terrains et sacrifient le contenu culturel. Il faudra définir les formes et les conditions d'une véritable politique des « loisirs populaires ».

— pour écarter, dans le domaine du sport, aussi bien la politique de prestige gaulliste, sacrifiant les intérêts de la masse, que la politique de clocher, créatrice des petits stades communaux sans possibilité d'animateurs. Seul, un *Office autonome des Sports*, décentralisé suivant les régions, sera capable d'assurer à la fois l'animation et une planification régionale des moyens.

— en ce qui concerne les *Maisons de Jeunes*, le P.S.U. mettra en avant les mots d'ordre tendant à assurer l'autonomie de leur administration, leur gestion par les jeunes eux-mêmes, leur ouverture aux inorganisés sans aucune discrimination. Le parti devra, avec toute la souplesse nécessaire, procurer à ceux de ses membres qui militent dans les Maisons de Jeunes, l'occasion de confronter leurs expériences et de définir en commun les formes d'action efficaces.

Le problème le plus important reste la double aliénation dans le travail que subissent les jeunes avant le service militaire : en effet, non seulement ils ont les mêmes servitudes que les autres travailleurs, et en particulier l'absence de garantie d'emploi, mais de plus, ils restent constamment en fait des sujets de deuxième zone. C'est aux jeunes syndicalistes, soutenus par le Parti, qu'il appartient de mener la bataille émancipatrice pour le droit à la parole et la garantie de formation et d'emploi.

2) *L'Enseignement.* — Les années qui viennent seront dominées par trois problèmes essentiels :

a) *L'éducation permanente.* — Il ne s'agit ni de cours du soir chers aux bonnes âmes, ni de l'éducation sous contrôle capitaliste que nous préparent les technocrates, ni du vieux mythe de la culture générale cher à la gauche libérale. C'est une véritable *révolution pédagogique* et un changement décisif de la maternelle aux facultés qu'il faut accomplir. Il faut assurer :

— l'orientation positive et progressive de tous les enfants, toute sortie des études n'étant que provisoire et comportant une formation professionnelle;

— un changement du contenu de l'enseignement. Dans une société moderne, bouleversée sans cesse par le renouvellement accéléré des techniques, c'est l'aptitude à apprendre et à critiquer qu'il faut enseigner et non l'encyclopédisme, ce qui suppose :

— dans l'enseignement obligatoire, une formation de base et un tronc commun avec un enseignement à vitesse variable débouchant sur une formation professionnelle;

— dans l'Université, la réalisation d'un enseignement collectif où l'initiative est donnée à l'étudiant, responsable de sa propre formation, où les chances sont égalisées par la conquête d'une allocation d'études sur critères universitaires.

b) La formation professionnelle.

— Elle est souvent caractérisée actuellement par une production de chômeurs, comme par son caractère dogmatique. La formation professionnelle doit être un cas particulier de l'éducation permanente et se prolonger dans la vie professionnelle par une réactualisation des connaissances dans des centres universitaires où les syndicats devront avoir leur place (élargissement des Assedic, retrait de la tutelle patronale sur la formation professionnelle). Dans le cas particulier de la formation des maîtres, quel que soit le degré d'enseignement, elle doit se faire en partie ou tout entière au contact de la recherche, c'est-à-dire de l'Enseignement supérieur.

c) *La recherche* est l'un des grands problèmes du moment et l'enjeu est de taille : ou cette force de production passe sous le contrôle du néo-capitalisme et tout l'avenir de notre société est compromis, ou elle passe sous contrôle démocratique et la construction du socialisme devient possible.

Dans l'immédiat, le P.S.U. doit se battre pour :

- le renforcement du contrôle de la recherche par les chercheurs;
- le changement des choix politiques faits par le gouvernement, en particulier la priorité qu'il accorde à la recherche atomique improductive.

C'est dans ce domaine de l'Enseignement et de la Jeunesse que l'expansion du P.S.U. a été la plus forte; c'est dans ces deux secteurs que nous avons les responsabilités les plus contraignantes à assurer de façon spécifique.

d) LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME AMÉRICAIN.

La politique du gouvernement des Etats-Unis, appuyée par de gigantesques moyens, constitue sur tous les points du globe, et sous des formes variables (militaire, politique ou économique), l'obstacle principal auquel se heurte toute expérience des mouvements socialistes ou simplement progressistes, la base essentielle des renforts que reçoivent les adversaires de ces mouvements. Face à cet adversaire commun, il n'est que temps que soient coordonnés les moyens de défense et de contre-offensive, que s'affirme la solidarité internationale des travailleurs, faute de quoi une série de graves défaites menacent les forces socialistes isolées. Pour une part limitée, le P.S.U. peut pour sa part contribuer à ce rassemblement; il peut renforcer du même coup le sens de son propre combat.

1. *Le Vietnam.* — Parce que l'agression américaine représente le danger principal pour l'ensemble du mouvement socialiste, le P.S.U. se doit d'accorder au Vietnam une attention prioritaire. Il rappellera sans cesse les conditions qui sont les seules à permettre le rétablissement de la paix et qui résident dans les déclarations du F.N.L. et du gouvernement de Hanoï. Il soutiendra toutes les initiatives, matérielles ou politiques, de nature à affirmer sa solidarité avec la lutte du peuple vietnamien. Il appellera en particulier ses militants à renforcer l'action du Comité Vietnam National, en l'étendant à l'ensemble de la population; il s'efforcera de coordonner son action avec celle des partis et organisations politiques et sociales des autres pays, notamment en Europe.

2. *Les rapports avec le tiers monde.*

— La politique de prestige gaulliste s'avère impuissante à définir les termes d'une véritable coopération avec les pays du tiers monde, tandis que les erreurs passées des partis de la gauche française les disqualifient pour prendre la relève. Dans ce domaine encore, le P.S.U. peut exploiter au maximum les atouts qui sont les siens et le prestige dont il jouit.

Le Congrès du Parti devra mettre au travail les nombreux militants compétents dans ce domaine — qu'ils résident en France ou dans les pays du tiers monde — pour proposer les bases d'une nouvelle politique de la coopération :

— Lutte contre le néo-colonialisme au niveau international ou des rapports bilatéraux; propositions pour modifier les termes d'échange par la stabilisation des cours des matières premières; lutte contre l'activité des sociétés commerciales dans l'exploitation du tiers monde;

— Promotion d'une politique d'aide et de coopération efficace, en encourageant les projets effectivement rentables, en aidant à une véritable transformation des structures mises en place par le colonialisme; en accroissant l'efficacité de l'aide par une formation préalable des coopérants et une meilleure définition de leur statut;

— Solidarité active avec toutes les forces progressistes contre la collusion des nouvelles couches dirigeantes des pays du tiers monde avec le néo-colonialisme.

3. *L'Europe.* — Le P.S.U. a défini dans son programme sa position en face d'une Europe démocratique et socialiste, indépendante à l'égard des U.S.A., son hostilité à « la petite Europe des Six, dominée par une technocratie alliée aux cartels internationaux », sa volonté de lutter d'abord dans le cadre du Marché commun, puis dans un cadre plus vaste, pour un contrôle démocratique des organismes directeurs de l'économie européenne.

La réalisation de tels objectifs suppose que le P.S.U. détermine à son prochain Congrès les moyens d'établir des rapports suivis avec les représentants de la gauche socialiste en Europe, qui partagent les mêmes objectifs.

De tels rapports seront établis à la fois sur le plan bilatéral (relation de parti à parti), et, chaque fois que cela sera possible, sur le plan de conférences générales comme celle qui s'est tenue à Bruxelles le 9 avril dernier. Le P.S.U. fera, à l'occasion de ces rencontres, des propositions précises qui permettront de coordonner les efforts des travailleurs européens, contre l'emprise du néo-capitalisme en Europe.

Il montrera ainsi dans l'action que la lutte contre la mainmise américaine et pour le socialisme ne peut se développer que dans le cadre de vastes ensembles.

III. — *Le P.S.U.*

dans la coalition de la gauche

C'est en fonction des objectifs de programme que le P.S.U. doit résoudre le problème de ses alliances; c'est en fonction du contenu du programme qu'il doit répondre à la question publiquement posée de ses rapports avec la F.G.D.S. Personne ne comprendrait que le 5^e Congrès n'apporte pas une réponse parfaitement claire à un problème qui n'a pas à dominer nos débats, mais dont la solution conditionne l'orientation du parti au cours des prochains mois.

1. — La présente période est marquée par une forte tendance au regroupement et à la simplification de

la vie politique. Le phénomène gaulliste, récente élection du Président de la République au suffrage universel, le scrutin majoritaire à deux tours contribuent à amplifier cette tendance (1).

2. — *Le P.S.U. est lui-même le résultat d'un premier regroupement.* Il a réalisé en son sein la fusion de militants qui apportaient avec eux une tradition et des mentalités différentes. Il a le premier réglé le difficile problème du travail au sein d'un même parti de militants croyants ou incroyants, réunis sur la base d'une commune option socialiste. Il a le premier également associé en son sein des militants de toutes les centrales syndicales. Il a surtout prouvé, par l'intégration de nouveaux adhérents qui constituent aujourd'hui plus de la moitié de ses effectifs, qu'il existe une stratégie socialiste autonome du P.S.U. qui doit de moins en moins aux composantes originelles et de plus en plus à l'élaboration commune.

3. — Il est cependant évident que le stade actuellement atteint ne saurait être considéré comme satisfaisant et qu'il faudra franchir d'autres étapes. Il est non moins vrai que le parti n'est pas un but en soi mais un outil et un moyen d'action pour l'instauration d'une société socialiste. Le P.S.U. ne peut donc écarter *a priori* les regroupements ou les fusions qui, dans certaines circonstances et à certaines conditions, peuvent s'avérer nécessaires pour faire progresser le mouvement ouvrier. *Le P.S.U. doit dire qu'il appelle de ses vœux la formation d'un grand Parti Socialiste* regroupant l'essentiel des forces anticapitalistes, qu'il ne considère nullement comme intangibles les frontières des organisations actuelles. Mais le P.S.U. doit en même temps constater qu'aujourd'hui la clarification des programmes politiques, l'affirmation d'options socialistes claires dans le domaine économique et social, la rupture de toute solidarité avec l'atlantisme, la mise sur pied de structures démocratiques établissant au niveau des sections et des fédérations le contrôle des militants sur l'appareil de direction, constituent des *préalables absolus à toute tentative de regroupement.*

4. — Il est parfaitement clair que ces conditions sont loin d'être remplies et que la Fédération de la Gauche, en particulier, en dépit de changements réels, reste fort loin du P.S.U. dans ces différents domaines. *Un ralliement du P.S.U. à la Fédération impliquerait donc pour celui-ci l'abandon de ses positions essentielles.* Combien de militants du P.S.U. sont prêts à accepter ce sacrifice ?

5. — *Le P.S.U. n'a pas à réduire son horizon à la seule gauche non communiste.* Lorsque Pierre Berégovoy affirme (C.R. du dernier

C.P.N.) qu'« il souhaite depuis 1958 que se constitue, face au P.C., un grand parti de la gauche », il reprend simplement une thèse écartée par tous nos congrès. Jamais aucune instance nationale du P.S.U. n'a accepté de faire du regroupement organique de la gauche non communiste une étape vers l'unité de toute la gauche.

C'est commettre une erreur que de n'attacher d'importance qu'aux transformations de la Fédération et négliger constamment ce qui se passe à l'intérieur du P.C., depuis que tombent une à une les contraintes de la période stalinienne, depuis que n'existe plus un seul Etat comme référence du communisme international. Que cette évolution soit confuse, ambiguë, c'est vrai, que la direction du P.C. soit à l'heure actuelle fort loin d'envisager son combat sur les positions de l'alternative socialiste, ça l'est encore, mais qui ne constate en même temps la remise en question hésitante de positions sclérosées en matière économique et sociale; qui ne sent les réactions que provoque la guerre du Vietnam? Tout affaiblissement du « courant d'alternative socialiste » affaiblit et retarde l'évolution du Parti Communiste; du même coup, elle accroît les chances d'une nouvelle expérience de Centre Gauche dont le P.C. sera peut-être au début la caution, mais dont le mouvement socialiste sera en fin de compte sûrement la victime.

6. — Pour ces différentes raisons, *notre 5^e Congrès ne doit pas donner à la direction du Parti le mandat d'entamer une procédure conduisant à une adhésion ou à une association à la F.G.D.S., voire à une confédération avec elle.*

Bien entendu, une telle prise de position n'implique aucun refus de discussion sur les questions d'orientation et de programme. Le P.S.U., au contraire, ne ménagera pas ses efforts pour faire progresser la conception d'un programme commun de rupture avec l'ordre établi, susceptible de bouleverser l'équilibre économique et social du régime.

En fonction d'une évolution de la coalition de gauche dans ce sens, un Congrès national extraordinaire pourra donner un nouveau mandat à la direction nationale sur le problème des regroupements.

7. — Le P.S.U. n'est pas la quatrième famille de la Fédération; il s'inscrit dans la coalition de gauche comme l'élément le plus actif du courant d'alternative socialiste, qui voit dans la démocratie socialiste la seule

(1) Lors des débats du C.P.N. des 18 et 19 mars, le bilan sérieux des résultats du P.S.U. aux dernières élections législatives, n'a pas été dressé. Sans vouloir alourdir ce texte, nous nous réservons de le faire par ailleurs. Une telle analyse est indispensable pour prévoir dès maintenant la préparation des cantonales.

réponse au capitalisme technocratique qu'incarne le gaullisme, et comme la seule base sur laquelle l'unité de la gauche peut se renforcer en remportant de durables victoires.

8. — Le dialogue avec les forces syndicales a pris des formes diverses : contacts personnels, colloques et débats ont permis de déterminer dans bien des secteurs une commune manière d'aborder les problèmes. Nous voici maintenant à l'heure des échéances : de plus en plus nombreux sont les syndicalistes qui sentent le besoin de dépasser les actions partielles et les revendications catégorielles, de les coordonner et de leur donner un débouché politique, faute de quoi ne peuvent être évités les dangers du corporatisme. Dans plusieurs syndicats (ouvriers, agricoles, enseignants, étudiants), nos camarades ont d'autre part été amenés à prendre des responsabilités; ils se tournent maintenant vers leur parti et lui demandent son appui pour développer leur action dans le sens de l'Alternative Socialiste. La réponse à cette double demande ne réside ni dans la conception de la « courroie de transmission » qui relègue le syndicat au rôle de simple appendice du parti politique, ni non plus dans la conception qui sépare totalement l'action syndicale des choix politiques.

À l'heure actuelle, la recherche d'une convergence sur les problèmes de fond est le meilleur moyen de faire avancer la réflexion sur les conditions d'une stratégie commune.

Dans les mouvements de jeunesse, plus particulièrement dans les Maisons de Jeunes, dans les groupements culturels ou sociaux, la même évolution, le même besoin de trouver un prolongement politique, se font actuellement sentir.

Il y a là, pour le P.S.U., des secteurs d'influence et d'expansion qui sont aussi importants que celui des forces politiques; c'est en déterminant les moyens appropriés pour y intervenir, c'est en fixant les mots d'ordre qui permettent de dépasser la simple action revendicative pour mettre en cause les structures de la société, que le P.S.U. fera un choix, ce qui est tout le contraire d'une politique d'isolement, puisqu'elle renoue avec la stratégie du Front Socialiste, définie au Congrès de Clichy.

IV. — L'organisation du P.S.U.

Toute orientation décidée au Congrès, toute campagne d'action destinée à la développer, resteront lettre morte, si des mesures précises, concernant la prochaine direction du Parti et le fonctionnement interne de celui-ci ne sont pas prises en même

temps. Dans le cadre des statuts actuels, il est possible d'une part de proposer quelques mesures urgentes, d'autre part d'organiser dans le Parti des expériences qui permettront ensuite d'aller plus loin.

1) LE BUREAU NATIONAL.

L'orientation politique sera déterminée en fonction des débats du Congrès et de l'élection des organismes de direction. Cela est nécessaire, mais insuffisant. Le Bureau National, qui assure la direction effective du Parti, a besoin d'un profond renouvellement puisque sa composition n'a pas été sensiblement modifiée depuis cinq ans. Nous proposons à cet effet un Bureau National de 15 à 20 membres tenant compte de la diversité politique du Parti, composé de membres de la région parisienne mais aussi de provinciaux. Les réunions auront lieu par quinzaine et seront suffisamment longues (au besoin une journée) pour permettre aux camarades de province d'y participer pleinement. Le Bureau désignera en son sein un *Secrétariat* de 4 à 5 membres. Le Bureau désignera également en son sein les responsables des *Commissions Permanentes* dont le rôle sera d'animer, avec toutes les collaborations nécessaires, les grands secteurs d'activité du Parti et au moins :

1^o La Commission Economique et Sociale;

2^o La Commission de Formation;

3^o La Commission de Propagande;

4^o La Commission Internationale;

5^o La Commission Financière (chargée non seulement de gérer les finances du Parti mais de trouver et de mettre en œuvre les moyens dont il a besoin pour vivre);

6^o La Commission Enseignement et Jeunesse;

7^o La Commission des Publications (chargée de donner au Parti les informations dont il a en permanence besoin et de coordonner l'ensemble des publications externes).

2) LE COMITE POLITIQUE NATIONAL.

Le C.P.N. doit être non seulement entre deux congrès l'organisme qui contrôle l'application de la politique arrêtée, il est aussi l'organisme qui anime les grands secteurs d'activité du Parti, qui décide des initiatives à prendre, des problèmes à étudier. Pour remplir ce double rôle, le C.P.N. devra profondément modifier ses méthodes de travail. Sans qu'il soit possible d'entrer dans les détails, il faut indiquer l'esprit des ré-

formes indispensables. La moitié au moins de chaque session sera consacrée au travail en commissions (chaque membre du C.P.N. appartenant obligatoirement à l'une d'elles et une seule); les séances plénières seront consacrées aux discussions introduites par des rapports des commissions ou du Bureau National, etc.

3) LES REGIONS.

Il n'est plus possible de morceler l'activité du Parti dans des Fédérations départementales souvent faibles; des problèmes comme la formation, la politique économique et sociale, la propagande et les publications réclament, pour être résolus avec efficacité, un espace, des ressources et des possibilités en encadrement qui dépassent les moyens de bien des Fédérations.

Sans doute faudra-t-il modifier quelque peu le découpage régional et étudier particulièrement le cas de la région parisienne. Surtout, à partir du moment où des tâches de cette importance et de nature politique seront confiées aux *Bureaux Régionaux*, il faudra que les membres de ceux-ci soient élus par des *Congrès Régionaux*, en fonction d'orientations définies par ceux-ci dans le cadre de la politique nationale.

Il faudra que ces Bureaux Régionaux disposent d'un personnel permanent et des ressources nécessaires. Il faudra que l'équivalent des Commissions Nationales soit créé dans chaque région et que les moyens soient trouvés pour assurer au sein des Commissions Nationales la participation régulière des représentants des régions. En un mot, il s'agit d'appliquer d'abord au fonctionnement interne du P.S.U. la décentralisation que nous proposons pour le pays. Il s'agit de rompre avec le parti jacobin, centralisé, qui ne répond plus aux nécessités d'aujourd'hui, qui est impropre à la circulation et la confrontation des idées, qui isole les dirigeants nationaux de la réalité du Parti.

4) DES STRUCTURES POUR LA JEUNESSE.

C'est un fait que la campagne législative a amené un flot d'adhésions au P.S.U., que celles-ci sont en majorité des adhésions de jeunes, que ces jeunes n'appartiennent pas tous au milieu étudiant, que beaucoup sont de jeunes lycéens ou de jeunes travailleurs. Le Parti doit donc attacher une importance particulière à cet accueil des jeunes.

Cela pose un problème d'orientation et c'est pourquoi nous proposons de faire des problèmes de la jeunesse un des quatre grands thèmes de nos campagnes d'action. Cela

pose également un problème de structures. 1965 a été l'année de relance des E.S.U.; 1967 doit être celle de la relance des J.S.U. Il serait peu sérieux de se cacher les difficultés du problème. La solution doit être sans doute cherchée dans la création de « groupes J.S.U. » (ouverts à ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas encore adhérer au P.S.U.), lié sur le plan politique aux sections et fédérations mais jouissant d'une large autonomie d'action.

CONCLUSION

Ce texte n'est qu'une esquisse qui se fixe pour but de poser les questions essentielles et d'y apporter une première réponse. Il émane de camarades qui ont souvent été en désaccord dans le passé et le seront peut-être dans l'avenir, mais qui ont en commun d'accepter une même référence aux options de Clichy et de proposer une réponse identique aux quatre questions du moment. Cette communauté de vue les conduit à mener ensemble la préparation du prochain Congrès et à affronter ensemble les échéances qui en découleront.

Ils lancent un pressant appel aux Fédérations, aux Sections, aux militants du P.S.U. qui partagent leur orientation générale, non pas pour qu'ils adoptent intégralement ce texte, mais pour qu'ils s'en saisissent, le discutent, le complètent, le corrigent, afin que de cette large discussion sorte au 5^e Congrès du P.S.U. l'orientation qui peut seule rassembler la grande majorité du Parti et lui permettre d'engager les dures batailles des prochains mois.

Signataires

Jean ARTHUYS, Jean BARS, Michel BOUCHER, Fernand CAVARAZ, Jacques COMPERE, Claude DUBOIS, Michel FONTES.

Pierre GIROD, Georges GONTCHAROFF, Christian GUERCHE, Marc HEURGON, Henri JANODET, Jacques KERGOAT, Alain LE DILOSQUER.

Marcel LEFORESTIER, Pierre MARCHI, Maurice MILPIED, Alexandre MONTARIOL, Pierre NAVILLE, Michel ORIOL.

Jean PETIT, Rodolphe PRAGER, René SCHULBAUM, Georges SERVET, Jean-Marie VINCENT.



Les tentations ne sont pas que mystiques.

Pic

Théâtre

Le baratin du mystique

Claude Glayman

Adorez-vous ces immenses tableaux de Breughel ou de Jérôme Bosch, incommensurables car on peut y passer des heures, scruter à la loupe et découvrir indéfiniment de nouveaux personnages, des paysages inaperçus, des rapports inattendus. Art du fantastique, du surnaturel, de la cruauté, d'un réalisme étonnant aussi dont seul l'agencement est cause de surréalité.

Il y a beaucoup de cela dans la « Tentation de Saint Antoine » montée par Maurice Bédart. Je sais que d'abord il y a la parabole de Flaubert. L'auteur devait y tenir qui l'a promené sa vie durant. C'est reconnaître que l'obsession touchait au plus profond ; sur scène le texte est beau, précis, ampoulé, phraseur et érudit, mais à la longue envoûtant. Flaubert s'était-il assigné de démystifier sa tentation intérieure, celle de l'artiste comme celle de l'interrogation religieuse et scientifique ! Je n'en sais trop rien, sinon que l'éclairage de l'humour choisi par Barrault empêche que l'on suive toujours avec crédibilité la quête d'Antoine. Cet humour était peut-être obligé à cause du ridicule, mais il introduit une constante ambiguïté d'autant plus gênante que la mise en scène exploite à fond la prodigieuse imagination de Flaubert. Les tentations de saint Antoine ne sont-elles pas autant de visions fulgurantes, délirantes, prétextes à un débordement de tous les sens théâtraux ! Pour

Barrault, Bédart, la tentation à laquelle ils ne cessent de céder, n'est-elle pas celle du théâtre total ?

Le résultat est percutant. Ecartées quelques longueurs dues à la discontinuité de la parabole pas toujours suffisamment resserrée, l'ensemble des moyens d'expression est splendide de luxuriance en même temps que de simplicité, d'amplitude en même temps que d'attention au détail. Ce chœur dansant, mimant, scandant, désarticulant, harmonisant, ce chœur du geste, de l'allure, du mouvement et du cri est souvent d'une suprême beauté. Contrastant avec Barrault-Antoine, avec le récitant que l'excellent J.-P. Bernard transfigure, cela confère une respiration somptueuse et d'une très haute efficacité dramatique.

À l'occasion, mais ce serait engager un autre débat, s'interrogera-t-on sur le principe qui consiste à habiller de moderne une œuvre pleine d'un baroque 19^e siècle ? Cela fausse les conventions et provoque souvent l'intérêt par esprit de contradiction. L'étonnante maîtrise et la disponibilité infinie — bien que parfois systématique — de Bédart devraient le conduire à tenter la restitution d'époque, à moins qu'à système moderne ne corresponde texte moderne. A quand le tandem Gatti-Bédart ?

Jamais plus nous n'oublierons la rencontre de saint Antoine et de la matière ; et cette naissance du monde, où dans le stéréophonique

tic-tac des cigales préhistoriques la vie retrouvait sa pulsion fondamentale. Dans le « Sacre » déjà Bédart nous avait entraînés dans la force de sa sensualité ; ici il l'a comme décuplée.

Avec *Henri VI* et Claudel, J.-L. Barrault apparaît, tout compte fait, comme la plus complète réussite de l'année. Courez voir *Saint Antoine* lorsqu'on le reprendra ! □

« La tentation de saint Antoine », de Gustave Flaubert, adaptation et mise en scène de M. Bédart — Odéon Théâtre de Franc.

● Le Festival de Nanterre aura lieu du 25 avril au 24 mai : notons entre autres la création du « Dragon » d'E. Schwarz lancé au dernier Festival des Nations, le pianiste soviétique E. Moguilevski en première française et la présentation en langue portugaise et arabe de « L'Exception et la Règle ». Tél. : 204-37-13.

Musique

Pour un T.L.P.

Bernard Sizaïre

Un Théâtre Lyrique Populaire ? Vilar y pense, ainsi que Malraux. Parfois on parle d'un axe Avignon-Aix. Il y a quelque chose dans l'air qui doit se préciser, qu'il faut réaliser sous peine de mort pour le Théâtre Lyrique en France. Faudra-t-il d'abord fermer l'Opéra ? Le détruire ? Repartir à zéro ? Je le crois quelquefois, mais il advient qu'un bon spectacle me rende plus réticent à l'égard de solutions aussi radicales.

Deux soirées consécutives à l'Opéra Comique m'ont donné à penser que ce fameux T.L.P. n'était peut-être pas si loin de nous. Passons rapidement sur l'Ange de Feu de Prokofiev dont TS rendit compte il y a deux ans. Les décors sont toujours aussi beaux, l'orchestre dirigé avec fougue par Jean Périssin tandis que Jacqueline Brumaïre et Jacques Mars déploient une ardeur impressionnante.

Le Tryptique de Puccini est inégal, si « Sœur Angélique » a succombé à la fade bondieuserie qui est sa tentation permanente, Il Tabarro, malgré des décors conventionnels, a parfaitement atteint son but. Ce bref opéra vériste, au pittoresque quelque peu surfait, atteint dans sa seconde partie une grandeur dramatique à laquelle contribuent Michèle Herbé et J.-P. Laffage, sobre et tragique marinier.

Bref, en deux jours, l'Opéra Comique démontrait qu'il possédait un orchestre solide qui ne demande qu'à bien jouer. La troupe comprend des éléments sûrs auxquels on pour-

rait offrir d'autres possibilités d'épanouissement par des contacts avec un nouveau public qui ne manquerait pas d'être séduit par leur sincérité et leur vigueur dramatique.

Le prix des places, inférieur à celui de la plupart des théâtres parisiens, aurait à peine besoin d'être adapté aux possibilités d'un public plus vaste.

Il resterait à repenser sérieusement le problème du répertoire, à en moderniser la présentation, à organiser le travail de la troupe et les échanges avec la province.

Il y aurait enfin à stimuler le public par un système publicitaire large et efficace. C'est beaucoup, mais les éléments essentiels de cette réforme existent, c'est-à-dire les chanteurs et les musiciens.

Peu après, le Théâtre des Champs-Élysées nous conviait à l'intéressante confrontation de deux courts opéras de Schoenberg et de Pergolèse. Les responsables de cette entreprise ont pris de gros risques et l'on aurait voulu, pour eux, comme pour l'excellente Helga Pilarczyk (une des meilleures interprètes de la musique contemporaine) et la charmante Eliane Lublin que la salle fût moins clairsemée. Malheureusement le public routinier du lyrique s'effraie souvent d'un programme audacieux et le tarif élevé des places ne permettait guère d'en toucher un autre.

Il y a pourtant, ici et là, assez de talent et de bonne volonté pour entreprendre la conquête d'un public neuf ! □

Semaine T.V.

L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE :

— « Kapo », un film de Gille Pontecorve, le réalisateur de « la bataille d'Alger », avec le couple Susan Strasberg-Laurent Terzieff (30 avril, 20 h 30, 1^{er} Ch.).

— « Il faudra que je me souviene... », émission-souvenir sur les Françaises à Ravensbruck. Des poèmes écrits dans le camp dits par Sylvia Montfort, Emmanuelle Riva, etc... (30 avril, 21 h 35, 2^e Ch.).

AGGRIPPA D'AUBIGNE :

— Roger Vrigny (Prix Fémina 1963) a écrit et réalisé ce « Serment d'Amboise ».

C'est moins l'auteur des « Tragiques » qu'il nous présente, que le compagnon d'armes d'Henri IV, le farouche Calviniste. Aventures sur fond de guerre de religion. Agrippa d'Aubigné c'est Jean-Pierre Kalfon, une des « idoles » de Marc'o (2 mai, 20 h 30, 1^{er} Ch.).

LA T.V. EN ACCUSATION ?

Film méconnu d'Elia Kazan, l'auteur de « Sur les Quais », « Viva Zapata », etc... « Un homme dans la Foule » montre comment fabriquer un homme politique, presque un président des États-Unis, avec la seule T.V. Fiction dépassée par la réalité depuis l'élection de Ronald Reagan (1^{er} mai, 20 h 30, 2^e Ch.).

Coup d'État

La Grèce bâillonnée

Jean-Pierre Cornet

En quelques heures, le 21 avril un quarteron de généraux et de colonels ont confisqué à leur profit les libertés démocratiques en Grèce, selon les meilleures traditions des pustchs fascistes : occupation du central téléphonique, des ministères, blocage des principales artères conduisant à Athènes, arrestation, à leurs domiciles, de tous les leaders politiques, qu'il s'agisse du premier ministre appartenant à la droite radicale, M. Canellopoulos, des chefs de l'Union du Centre, MM. Papan-dréou père et fils, ou des hommes politiques appartenant à la gauche E.D.A. Les arrestations continuaient encore lundi, et l'on parlait d'un total de 8.000 ; la plupart seraient conduits dans les bagnes déjà connus au temps de la dictature de Metaxas, à savoir l'île de Gavros. Bien que le nouveau « ministre » de l'information, M. Pharmakis, ait jugé bon d'ironiser sur l'état de santé de M. Andréas Papan-dréou, qui serait en excellent état de santé à moins qu'il se soit foulé la cheville, on demeure sans assurance véritable sur le sort des chefs qui incarnaient en Grèce la tradition d'un régime démocratique et parlementaire.

Les responsabilités de la Couronne

L'attitude du Roi Constantin demeure problématique ; on le présentait lundi comme étant pratiquement en résidence surveillée dans le palais de Tatoi (cette information a été toutefois démentie à Londres lundi soir) et l'on notait que la Reine-Mère Frédérique — pourtant tristement célèbre par ses interventions abusives dans le cours de la politique intérieure hellène — avait été elle aussi enfermée dans son Palais et privée de la possibilité de rejoindre son fils. On ne peut oublier en revanche que, dans les premières heures de la rébellion, le décret qui suspendait en Grèce l'exercice des libertés publiques portait la signature, ce qui revient à dire la caution, du « Roi des Grecs ». Sans doute a-t-il été contraint de le signer, dans sa propre Rolls-Royce suivant les uns, à la suite d'entretiens dramatiques au Palais suivant les autres. Dans cette hypothèse, et quels que soient les efforts de Londres pour atténuer les responsabilités de la couronne de

Grèce, il faut bien reconnaître que le Roi a creusé lui-même son tombeau, en écartant systématiquement les chefs militaires libéraux, tels que le Général Jordanides, et en s'entourant d'une camarilla d'extrême-droite, à laquelle parfois le Roi s'est plaint de M. Papan-dréou, et qui n'a été que logique avec elle-même... Peut-être faut-il voir là la conséquence d'une erreur de la vie politique hellène, qui veut que l'armée et le Roi ne fassent pratiquement qu'un.

Le Roi, dit-on, aurait obtenu que l'aréopage militaire soit coiffé par un civil, M. Kolias, « Président du Conseil » désigné. Ce n'est pas une référence, M. Kolias a été condamné en février par le ministre de la Justice, M. Polichronidis, à la peine la plus infamante qui soit pour un procureur général à la cour de cassation, à savoir la suspension obligatoire pour six mois. M. Kolias avait, en effet jugé bon de couvrir les assassins du député Lambrakis, en reprochant à la justice locale d'avoir fait son devoir en arrêtant les policiers responsables. M. Kolias était depuis longtemps connu auparavant pour sa nullité légendaire.

Il fut plus ou moins imposé à son poste de procureur auprès de la cour de cassation par M. Papaconstantinou, ministre de la Justice du gouvernement Caramanlis en 1962. M. Palis, avocat au barreau d'Athènes, raconte qu'après l'avoir vu et entendu le président Caramanlis demanda à M. Papaconstantinou pourquoi il lui avait fait connaître un tel homme « seulement capable d'être douanier... » Quant à M. Pharmakis, nouveau « Ministre de l'Information », il est connu pour publier à Athènes une feuille intitulée : « O Agôn mou : mon combat = Mein Kampf, ce qui est tout un programme. En 1963, au cours d'un voyage à Washington, il n'hésita pas à demander au département d'Etat une approbation tacite pour l'installation d'une dictature en Grèce. Les Américains, paraît-il, le chassèrent. La C.I.A. était-elle de cet avis ? C'est ce que les développements des prochains jours devraient montrer. Si en effet le prétendu « gouvernement » de M. Kolias ne bénéficie pas du soutien américain, il ne pourra durer. Il s'est en effet coupé de la bourgeoisie libérale hellène, que symbolise M. Canellopoulos, comme des milieux du Centre et du Centre-Gauche, qu'incarne M. Georges Papan-dréou.



« C'est le peuple qui doit choisir ses dirigeants et non le Roi. »

Keystone

Confiance dans le peuple grec

La population athénienne est semblable-t-il restée calme, et les cinémas, dimanche soir, étaient bondés ; cela ne signifie en rien qu'elle demeure indifférente au drame, ou qu'elle approuve la sinistre équipe de généraux qui se sont fait connaître à l'attention du monde en bâillonnant une ville pendant son sommeil. Cela signifie simplement qu'elle subit et ne peut rien faire d'autre, en attendant que les fascistes arrivés au pouvoir lui imposent au nom d'une prétendue unanimité, des syndicats préfabriqués, un corporatisme vague qui fait actuellement ployer sous le faix le peuple espagnol, en bref une idéologie en pleine faillite et qui contribuera à l'isolement de la Grèce dans la partie du monde où elle se trouve. Le plus facile pour les putschistes, était de surprendre la ville dans l'ombre.

Le plus difficile commence maintenant pour eux si les gouvernements d'Europe Occidentale, se rendant compte du péril que représente l'installation d'un pareil régime à Athènes, se refusent à le reconnaître et à l'aider de quelque manière que ce soit.

Serge Mallet, en substance, l'a dit ces jours-ci : « ce qui concerne la Grèce nous concerne ; non seulement parce que nous lui devons nos libertés, mais encore parce qu'elle est européenne dans l'âme comme dans l'esprit. Si Londres et Paris Prennent la responsabilité d'un re-

fus, ils auront sauvé une certaine éthique de la démocratie. »

La réaction de Washington sera tout aussi significative. Si, au nom d'un anticommunisme maladif autant qu'irraisonné, les États-Unis aident un pareil régime et l'on est malheureusement tenté de penser que les insurgés ont pu recevoir l'assurance de l'impunité avant de passer aux actes — la preuve sera faite que Washington n'a envisagé le problème que sous un angle entièrement faussé. Les jeux sont faits. En tous les cas, pour notre part, nous ne sommes pas prêts de douter du courage du peuple grec dans cette nouvelle épreuve. Privé de ses chefs, ayant toutes les raisons de douter du Roi, chaque citoyen trouvera en lui-même les moyens et la force de résister, et, pour finir, de vaincre. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).